

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

---

**AOO 20250089001000 Accord-cadre de prestations de  
maitrise d'œuvre dans le cadre d'opération de travaux neufs,  
de réhabilitation et/ou extension pour les membres des  
Hôpitaux Hainaut-Cambrésis**

---

**Hôpitaux du Hainaut-Cambrésis**  
Cellule des marchés publics  
AVENUE DESANDROUIN  
59322 VALENCIENNES

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents .....	4
1.4 - Conditions d'exécution des marchés subséquents .....	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	6
2 - Pièces contractuelles .....	6
3 - Protection des données à caractère personnel .....	7
4 - Missions .....	7
5 - Durée et délais d'exécution .....	8
5.1 - Durée du contrat .....	8
5.2 - Reconduction .....	8
5.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents .....	8
6 – Prix .....	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
6.2 - Forfait de rémunération des marchés subséquents .....	9
6.3 - Modalités de variation des prix des marchés subséquents .....	9
6.4 - Offre de prix promotionnels .....	10
7 – Avance dans le cadre des marchés subséquents .....	10
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	10
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	10
8 - Modalités de règlement des comptes .....	10
8.1 - Délai global de paiement .....	10
8.2 – Acomptes et paiements définitifs .....	11
8.3 - Paiement des cotraitants .....	11
8.4 - Paiement des sous-traitants .....	12
9 - Engagement du maître d'œuvre .....	12
9.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux .....	12
9.2 – Durant l'exécution des marchés de travaux .....	13
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	14
10.1 - Présentation des livrables .....	14
10.3 - Emission des ordres de services .....	15
10.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs .....	15
10.5 - Instruction des mémoires en réclamation .....	16
10.6 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	16
10.7 - Achèvement de la mission .....	16
10.8 - Respect des droits de l'homme .....	16
11 - Développement durable .....	17
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	17
13 - Pénalités .....	17
13.1 - Pénalités de retard .....	17
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	18

13.3 – Autres pénalités .....	18
14 - Assurances .....	19
15 - Clause de réexamen.....	19
16 - Résiliation du contrat.....	21
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	21
16.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents .....	21
16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	21
17 - Règlement des litiges et langues .....	22
18 - Dérogations.....	22

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent un accord-cadre de prestations de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'opération de travaux neufs, de réhabilitation et/ou extension pour les membres des Hôpitaux Hainaut-Cambrésis.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Les membres des Hôpitaux Hainaut Cambrésis, adhérant à cet accord-cadre sont les suivants :

- ☒ Centre Hospitalier d'Avesnes-Sur-Helpe
- ☒ Centre Hospitalier de Denain
- ☒ Centre Hospitalier de Felleries-Liessies
- ☒ Centre Hospitalier de Fourmies
- ☒ Centre Hospitalier de Hautmont
- ☒ Centre Hospitalier de Jeumont
- ☒ Centre Hospitalier de Le Quesnoy
- ☒ Centre Hospitalier de Maubeuge
- ☒ Centre Hospitalier de Saint-Amand-Les-Eaux
- ☒ Centre Hospitalier de Valenciennes

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un 5 opérateurs économiques maximum.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront des marchés à tranches optionnelles.

### 1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin.

Les marchés subséquents seront des marchés ordinaires.

**Les taux de rémunération de la maîtrise d'œuvre, remis au stade au titre de l'accord-cadre, constituent des taux maximums. Les marchés subséquents pourront être conclus à des taux inférieurs, proposés par les titulaires lors de la mise en concurrence, sans toutefois dépasser les taux plafonds fixés par l'accord-cadre.**

La dévolution des travaux se fera sur la base des études de projet faites par la maîtrise d'œuvre. Ce choix sera fait par le maître d'ouvrage en phase APD, la solution retenue dépendra de la nature de l'opération, de son montant, de la date souhaitée de livraison.

Les travaux pourront être phasés à la demande du Maître d'ouvrage, cet élément sera défini au stade de l'APD. Le phasage technique ou fonctionnel d'une opération de travaux ne fait pas l'objet d'une rémunération complémentaire.

En cas d'absence de nouvelle offre pour un marché subséquent, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre. La justification sera à l'appréciation du pouvoir adjudicateur. Si le pouvoir adjudicateur détermine que la justification n'est pas appropriée à l'absence de nouvelle offre, ou en cas d'absence de justification par le titulaire, une pénalité fixée à 500,00 € sera appliquée à chaque remise en concurrence.

Certains marchés subséquents pourront être passés pour des besoins correspondant à **une seule mission ponctuelle**. Aucune autre mission ne pourra être ajoutée. Dans ce cas, les offres des marchés subséquents seront jugées sur **la base unique du prix**.

Pour les autres marchés subséquents, lancés pour des besoins correspondant **aux autres missions** prévues à l'accord-cadre, les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (sur la base du taux proposés, tranches fermes et optionnelles, le cas échéant)	<b>60</b>
2-Valeur technique	<b>40</b>
2.1-Calendrier détaillé : Cohérence du planning en lien avec le projet et tenant compte des objectifs du MOA	20
2.2-Organisation de l'équipe dédiée à l'opération : organisation des intervenants et équipe proposée avec organigramme autour d'un interlocuteur unique	20

#### 1.4 - Conditions d'exécution des marchés subséquents

Les marchés subséquents lancés pour des missions ponctuelles prendront la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire comprenant un ordre de service/bon de commande de démarrage des prestations.

Les marchés subséquents passés pour des missions de base et missions complémentaires pourront comprendre une tranche ferme et 3 tranches optionnelles.

- Une tranche ferme comprenant les premières missions : esquisse (que pour travaux neufs) et APS
- Une tranche optionnelle n° 1 : comprenant les missions suivantes : Permis de construire et/ou Autorisation de travaux et/ou déclaration de travaux, APD
- Une tranche optionnelle n°2 : comportant les missions suivantes : PRO et ACT – Cette tranche fixera ainsi la rémunération définitive du maître d'œuvre
- Une tranche optionnelle n°3 : comportant les missions suivantes : VISA, DET, AOR, GPA.

Les tranches seront affermies par le biais d'un ordre de service/bon de commande.

Les tranches optionnelles n°3 et n°4 seront calculées sur la base des estimations lors de la validation de l'APD.

Il sera possible qu'un seul ordre de service/bon de commande venant affermir une tranche soit émis pour mutualiser les missions.

De même, un seul ordre de service/bon de commande pourra mutualiser les missions APS + APD en AVP tenant compte d'une remise que fera le titulaire.

Seuls les bons de commande/ordre de service signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Chaque bon de commande/ordre de service, signé par le représentant du Pouvoir adjudicateur, sera notifié au prestataire par mail.

Un marché subséquent, correspondant à une opération de travaux, pourra prévoir dès son lancement, une mutualisation comme décrit sur les missions suivantes :

- Phase études : missions esquisse (travaux neufs), APS
- Phase études : missions APD, Permis de construire et/ou Autorisation de travaux et/ou déclaration de travaux
- Phase offres : missions PRO et ACT
- Phase travaux : missions VISA, DET, AOR et GPA

Les missions complémentaires feront l'objet d'une prescription intégrée aux bons de commandes cités ci-dessus.

Les missions ponctuelles feront l'objet d'un bon de commande/ordre de service indépendant de ceux des missions de base.

Chaque élément de mission (bon de commande ou ordre de service) constitue une phase technique, une tranche optionnelle, qui donne la possibilité au pouvoir adjudicateur de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, sans indemnité.

### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point.

L'ordre des pièces contractuelles du marché subséquent est celui-ci :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, du marché subséquent ;
- Le CCP ou définition technique (présente dans la lettre de consultation) du marché subséquent ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point, du marché subséquent ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point de l'accord-cadre.

Le fait de répondre au présent marché suppose l'acceptation sans aucune réserve des exigences définies dans les pièces contractuelles du marché, de la part du titulaire.

Les conditions générales de vente (CGV) du titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne sont pas applicables et sont d'office exclues du marché sans qu'il ne soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de prendre une décision spécifique en ce sens.

### 3 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

### 4 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L.2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

ELEMENTS DE MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE - BATIMENTS NEUFS		Mission
Etudes de faisabilité (architecturales ou techniques)		PONCTUELLE
Objet des études d'esquisse (ESQ)		BASE
Etablissement du dossier de permis de construire		BASE OU PONCTUELLE
Objet des études d'Avant-Projet	Etudes d'avant-projet sommaire (APS)	BASE
	Etudes d'avant-projet définitif (APD)	BASE
Objet des études de projet (PRO)		BASE
Objet de l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (ACT)		BASE
Mise en concurrence des entreprises de travaux sur la base des études d'avant-projet définitif ou de projet, adaptation des études de projet en cas de variante retenue par le maître d'ouvrage		BASE
Objet des études d'exécution, délivrance du visa (EXE et VISA)		BASE
Objet de la direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET)		BASE
Objet de l'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR) et pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA)		BASE
Objet de l'ordonnancement, pilotage, coordination (OPC)		COMPLEMENTAIRE ou PONCTUELLE
Mission de coordination SSI		COMPLEMENTAIRE ou PONCTUELLE
Mission BIM		COMPLEMENTAIRE
Etude coloristique/architecte d'intérieur		PONCTUELLE

ELEMENTS DE MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE - REHABILITATION		Missions
Etudes de faisabilité (architecturales ou techniques)		PONCTUELLE
Objet des études de diagnostic (DIA)		COMPLEMENTAIRE ou PONCTUELLE
établissement du dossier de permis de construire, autorisation ou déclaration préalable		BASE OU PONCTUELLE
Objet des études d'Avant-Projet	Etudes d'avant-projet sommaire (APS)	BASE
	Etudes d'avant-projet définitif (APD)	BASE
Missions identiques réhabilitation / construction neuve (PRO à GPA)		BASE
Objet de l'ordonnancement, pilotage, coordination (OPC)		COMPLEMENTAIRE ou PONCTUELLE
Mission de coordination SSI		COMPLEMENTAIRE ou PONCTUELLE
Mission BIM		COMPLEMENTAIRE
Etude coloristique/architecte d'intérieur		PONCTUELLE

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Au plus tôt, de manière anticipée :

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (la période initiale ou l'une des deux premières périodes de reconduction), l'acheteur informe par écrit le titulaire de la reconduction anticipée de l'accord-cadre. La durée maximale de l'accord-cadre sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 5.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.



## 6 – Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Toutefois, ces prix pourront être modifiés lors de chaque remise en concurrence. Néanmoins, les titulaires de l'accord-cadre devront obligatoirement présenter, dans le cadre de la passation du marché subséquent, une offre de prix au moins aussi avantageuse que celle figurant dans leur offre qualificative de l'accord-cadre.

### 6.2 - Forfait de rémunération des marchés subséquents

Le forfait de rémunération rémunère toutes les études et prestations indispensables à la réalisation de la mission confiée au titulaire du marché subséquent. Le titulaire ayant obligation de résultat, le forfait de rémunération tient compte des contraintes et sujétions liées au phasage et au maintien des activités médicales et logistiques sur le site pendant la réalisation des travaux.

En cas de dépassement de la durée prévisionnelle de la mission fixée dans les documents du marché subséquent, le titulaire du marché ne pourra en aucun cas prétendre à une rémunération complémentaire.

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération  $t$  fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD.

Le forfait définitif de rémunération est calculé par application de la formule suivante :

$$F' = F - [t*(C-Co)]$$

$t$  = taux provisoire de rémunération

$F$  = forfait provisoire de rémunération

$F'$  = forfait définitif de rémunération

$Co$  = enveloppe financière des travaux

$C$  = coût prévisionnel des travaux

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émoluments ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

### 6.3 - Modalités de variation des prix des marchés subséquents

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre du marché subséquent. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont révisés trimestriellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = 20.0\% + 80.0\% (ING(n) / ING(o))$$

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index  $(n)$  : valeur de l'index de référence au mois  $n$ .
- Index  $(o)$  : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " $n$ " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

#### **6.4 - Offre de prix promotionnels**

Les prestations faisant l'objet du marché peuvent, à tout moment, donner lieu à des offres de prix promotionnels à l'initiative du titulaire dans les conditions définies ci-après.

Une offre de prix promotionnel peut prendre la forme suivante :

- Diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
- Proposition de remises sur les prix contractuels ;
- Combinaison d'un ou plusieurs points ci-dessus.

Le titulaire adresse l'offre de prix promotionnels par voie dématérialisée à la cellule des marchés publics du Centre hospitalier de Valenciennes. Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des prestations concernées.

### **7 – Avance dans le cadre des marchés subséquents**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

#### **7.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

#### **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

### **8 - Modalités de règlement des comptes**

#### **8.1 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 8.2 – Acomptes et paiements définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions précisées dans le tableau suivant :

ESQ	100%	Après l'approbation par le Maître d'Ouvrage de l'élément achevé (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 10.1 du C.C.A.P.
APS	100 %	Après l'approbation par le Maître d'Ouvrage de l'élément achevé (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 10.1 du C.C.A.P.
APD		Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement avant l'achèvement de l'élément dans le cas où son délai d'exécution est important, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas un mois. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, fixe le pourcentage d'avancement de l'exécution de l'élément, sans dépasser 80 % ; ce pourcentage sert de base de calcul au montant de l'acompte correspondant.
PRO		
ACT	50 %	Après la réception par le Maître d'Ouvrage du dossier de consultation des entreprises (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 10.1 du C.C.A.P.
	30 %	Après remise du rapport d'analyse des offres des entreprises
	20 %	Après la passation par la Maîtrise d'ouvrage des contrats de travaux.
VISA	100 %	En fonction de l'avancement réel des visas sur les documents d'études, sur production de justificatifs établis par le pilote.
DET	80 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début du chantier ou au prorata temporis de la durée du chantier.
	10 %	A la production des projets de décompte de toutes les entreprises.
	10 %	Après l'accord de toutes les entreprises sur leur décompte général et définitif ou après le traitement de toutes les réclamations des entreprises
AOR	50 %	Après la réception par le Maître d'Ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le Maître d'Œuvre
	45 %	Après l'approbation par le Maître d'Ouvrage de la totalité des D.O.E. et de la levée intégrale des réserves (ou réception tacite) telle que définie à l'article 10.1 du C.C.A.P.
	5 %	Au terme du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1. du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de la prolongation que le Maître d'Ouvrage pourrait décider en application de l'article 44.2 dudit C.C.A.G.

## 8.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

## 8.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 9 - Engagement du maître d'œuvre pour les marchés subséquents

### 9.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Les dispositions décrites ci-dessous concernent l'engagement du maître d'œuvre pour chaque marché subséquent.

#### Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

#### Définition du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement :

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux qui est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission APD sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 3.0 %.

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

#### Pris en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

#### Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer la consultation infructueuse. Il peut également demander la reprise des études au maître d'œuvre dans un délai de 15 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

## **9.2 – Durant l'exécution des marchés de travaux**

### Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux attribués sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

### Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 4,0 %

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

### Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

### Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 4,0 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

### Mesures conservatoires :

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmentés du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini au présent CCAP, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

### Modifications :

Les modifications dans la consistance du projet en phase étude et en phase réalisation seront classées par la Maîtrise d'Ouvrage sur proposition du Maître d'Œuvre dans l'une des trois catégories ci-après :

1. Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent par la Maîtrise d'Ouvrage (aléas résultant de la nature du sol, exigences d'administrations locales, modification de réglementation, etc)
2. Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme demandées par la Maîtrise d'Ouvrage

3. Modifications dans la consistance du projet apportées par la Maîtrise d'Œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'adaptations ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

#### *Catégories 1 et 2 :*

Lorsqu'elles interviennent lors des études, ces modifications seront étudiées et estimées par la Maîtrise d'Œuvre aux conditions économiques du mois m0.

Lorsqu'elles interviendront lors des travaux, les modifications seront étudiées par la Maîtrise d'Œuvre et chiffrées par les entreprises aux conditions économiques en vigueur au mois de valeur travaux.

L'incidence financière de ces modifications de catégories 1 et 2 sera prise en compte :

- dans le coût prévisionnel des travaux lorsqu'elles interviennent lors des études,
- dans le coût de réalisation des travaux lorsqu'elles interviennent lors des travaux.

Les incidences éventuelles de ces modifications sur la rémunération forfaitaire du Maître d'Œuvre seront négociées et feront l'objet d'un avenant.

#### *Catégorie 3 :*

Les modifications de catégorie 3 seront étudiées par la maîtrise d'œuvre sans qu'elle puisse prétendre à une augmentation de sa rémunération forfaitaire. L'incidence financière des modifications de catégorie 3 ne pourra en aucun cas (y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du Maître de l'Ouvrage) donner droit à une modification des conditions du respect par la Maîtrise d'Œuvre du coût de réalisation des travaux.

#### *Modifications indépendantes des trois catégories :*

Lorsque, en cours de travaux, certaines difficultés surviennent, qui ne relèvent pas de la responsabilité la Maîtrise d'Œuvre, ni de celle de la Maîtrise d'Ouvrage (défaillance d'entreprise par exemple), il peut advenir que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devienne supérieure à ce qu'elle aurait été si ces difficultés n'avaient pas été rencontrées.

La majoration du coût résultant de ces difficultés ne pourra pas donner lieu à une modification du forfait de rémunération de la Maîtrise d'Œuvre.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

### **10.1 - Présentation des livrables**

Les livrables seront remis en version numérique et 1 exemplaire papier (sur demande expresse du MOA).

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

#### **Délais maximums d'établissement des dossiers :**

	Seuil 1 (De 0 à 100 000 €HT travaux)	Seuil 2 (>100 000 et < 300 000€HT travaux)	Seuil 3 (> 300 000 et < 600 000€HT travaux)	Seuil 4 (> 600 000 et < 1 000 000€HT travaux)	
Etudes d'esquisse	3 semaines (après la visite de site)				
Diagnostic	4 semaines (après la visite de site)				
Etudes d'avant-projet (APS-APD)	3 semaines	3 semaines	4 semaines	4 semaines	
Etudes de projet (PRO)	2 semaines	2 semaines	3 semaines	3 semaines	
Dossier de Consultation des Entreprises	2 semaines	2 semaines	2 semaines	2 semaines	

Rapport d'examen des offres	2 semaines	2 semaines	3 semaines	3 semaines	
Dossier des ouvrages exécutés	2 semaines	2 semaines	3 semaines	3 semaines	

**Ces délais pourront être ajustés lors de la commande par le maître d'ouvrage après concertation avec le titulaire en les contractualisant dans l'OS de démarrage.**

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai maximal de validation
ESQ	Etudes d'esquisse	4 semaines
APS	Avant-projet sommaire	4 semaines
APD	Avant-projet définitif	4 semaines
PRO	Etudes de projet	4 semaines
DCE	Dossier de consultation des entreprises	4 semaines
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	2 semaines
EXE	Etudes d'exécution et de synthèse	2 semaines
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable. Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
- Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédent prise par le maître d'ouvrage (envoi par OS ou par un simple mail).

### **10.3 - Emission des ordres de services**

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 15 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 1,00/300 du montant du marché.

### **10.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs**

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

#### Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 15 jours à compter de la date de réception du document.

#### Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

### **10.5 - Instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

### **10.6 - Arrêt de l'exécution des prestations**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet de l'accord-cadre, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation de l'accord-cadre.

### **10.7 - Achèvement de la mission**

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la mission, sur demande du maître d'œuvre, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

### **10.8 - Respect des droits de l'homme**

Le pouvoir adjudicateur rappelle que le titulaire veille au respect des droits humains et aux obligations qui en découlent et favorise la qualité de vie au travail. Par conséquent, le titulaire respecte le code du travail du pays où il se trouve et les règles internationales fixées par le Bureau international du travail (BIT) relatives à son secteur d'activité.



De plus, le titulaire met en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits humains au travail identifiés durant l'exécution du marché. Ces actions visent les activités des entreprises et de leur chaîne de fournisseurs et sous-traitants.

## 11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## 12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle seront définis par chaque marché subséquent.

## 13 - Pénalités

### 13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité fixée à 1,00/300, par dérogation aux stipulations de l'article 16.2.3 du CCAG-MOE.

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour calendaire de retard :

Code livrable	Pénalité
APS	1,00/300
APD	1,00/300
PRO	1,00/300
DCE	1,00/300
VISA	1,00/300
EXE	1,00/300

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard, est fixé à 200€ du montant de l'acompte de travaux correspondant.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard, est fixé à 200€ du montant du décompte général.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour calendaire de retard est fixé à 300€ du montant initial de l'accord-cadre.

En cas d'absence de nouvelle offre pour un marché subséquent, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre. La justification sera à l'appréciation du pouvoir adjudicateur. Si le pouvoir adjudicateur

détermine que la justification n'est pas appropriée à l'absence de nouvelle offre, ou en cas d'absence de justification par le titulaire, une pénalité fixée à 500,00 € sera appliquée à chaque remise en concurrence.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

En dérogation de l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités (toutes pénalités cumulées) est plafonné à 30% du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché subséquent.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 13.3 – Autres pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard ou absence lors des réunions	Par fait constaté	300,00 €	Le Titulaire est tenu d'assister, ou de se faire représenter, pendant toute la durée de sa prestation, aux rendez- vous qui auront lieu aux emplacements, jours et heures fixés par le Centre Hospitalier et convenus avec lui. La personne désignée devra être habilitée à prendre des décisions pour le compte de sa société. Pour chaque absence, il est passible d'une pénalité de 300 €. Il en sera de même si le titulaire s'est fait représenter par une personne ne pouvant le remplacer (200,00 €) ou en cas de retard supérieur à 30min, il sera passible d'une pénalité de 100 €.

Retard dans la remise des documents	Journalière	300,00 €	<p>Tout retard dans la remise des documents (plans, pièces écrites, etc., autre que les livrables) dont l'établissement est dû par le Titulaire, dans le cadre de ses obligations contractuelles, entraînera par jour calendaire de retard l'application d'une pénalité de 300 € par document.</p> <p>En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d'un montant de 2 000 Euros.</p> <p>Au-delà de 1 mois suivant la fin des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet, au-delà de 1 mois il sera appliqué, en plus de la retenue forfaitaire, une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard.</p>
Non-déclaration d'un sous-traitant dans les délais prescrits	Forfaitaire	100,00 €	

Le montant total des pénalités (toutes pénalités cumulées) est plafonné à 30% du marché.

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## 15 - Clause de réexamen

Il est à noter que le pouvoir adjudicateur peut modifier le marché en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions définies aux articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du code de la commande publique.

Selon l'article L-6. 4° du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut modifier unilatéralement le contrat, sans en bouleverser l'équilibre. Le titulaire n'a pas droit à une indemnisation.

#### **- Ajout / Sortie d'un établissement :**

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), agit en tant que pouvoir adjudicateur du groupement. Celui-ci comprend 10 établissements (Centres hospitaliers d'Avesnes-sur-Helpe, de Denain, de Felleries-Liessies, de Fourmies, d'Hautmont, de Jeumont, de Le Quesnoy, de Maubeuge, de Saint-Amand-les-Eaux et de Valenciennes).

Les établissements ne faisant pas partie du groupement de commande du présent marché ou n'ayant pas adhéré à tous les lots mais appartenant au groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), sont susceptibles de bénéficier du présent marché. Le pouvoir adjudicateur, le Centre hospitalier de Valenciennes, en qualité d'établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), informera le titulaire de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 4 semaines avant le début d'exécution souhaité du marché du nouvel établissement adhérent.

À l'inverse, les établissements faisant partie du groupement de commande, soit dès le lancement de la procédure, soit par le biais de la clause de réexamen ci-dessus, ont la possibilité de sortir du groupement. Cette clause peut être mise en œuvre par le biais d'une décision unilatérale notifiée au titulaire qui fixe la date effective de sortie. La sortie d'un établissement du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) ne donne droit à aucune compensation financière, tout comme elle n'entraîne pas la résiliation du marché. Le nombre minimal d'établissements présents ne peut être inférieur à un. Les bons de commande émis (le cas échéant) avant la notification de ce retrait doivent être exécutés dans les conditions habituelles du marché.

Le marché peut être transféré, par avenant, à un membre du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) bénéficiant du marché, qui devient alors pouvoir adjudicateur, en lieu et place du Centre hospitalier de Valenciennes

#### **- Clause de non-exclusivité :**

Etant donné que certaines missions de maîtrise d'œuvre sont déjà confiées à un autre prestataire via un accord-cadre de centrale d'achat, certaines missions complémentaires et/ou non ponctuelles ne seront pas confiées au titulaire du présent accord-cadre. Cela s'entend pour les missions dont les établissements des Hôpitaux du Hainaut-Cambrésis ont signé une convention d'adhésion.

Lorsque ces missions seront accompagnées des missions de base dans le cadre d'une opération globale, ces missions seront confiées dans le marché subséquent aux titulaires de l'accord-cadre.

Lorsque survient un besoin répondant aux exigences du concours restreint de maîtrise d'œuvre, le pouvoir adjudicateur passe par une procédure spécifique et non par cet accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de ne pas passer par cet accord-cadre pour des projets jugés trop spécifiques ou complexes.

#### **- Imprévision ou circonstances imprévues :**

> Obligation d'information : En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion du marché de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement. Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

> Modalités de poursuite du marché : Les parties peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du marché strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

> Suspension du marché : En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution du marché sur décision notifiée au titulaire. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation. Dès lors, un marché de substitution pour la même prestation, avec un autre opérateur économique (ou plusieurs, le cas échéant), peut être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire concerné. Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement sont définies par avenant à la fin de la période de crise.

> Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché : Le titulaire peut formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du marché. À ce titre, il doit produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché, du fait de la poursuite de l'exécution du marché, dans les conditions de son offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent. Il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur analyse le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur. Le cas échéant, l'indemnisation prend la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifiée. La durée de la modification est précisée dans chaque avenant. Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliquent de nouveau. En tout état de cause :

> Prolongation du marché : Si le marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il peut être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée du marché prévue dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables. Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 16.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 - Dérogations

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 10.6 du CCAP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 18.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre